

Service vétérinaire – Environnement  
10 Boulevard Gaston Doumergue  
BP 76315  
Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 05/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL AVIERDRE**

Les Basses Provostières  
44540 Vallons-de-l'Erdre

Références : 024-03687  
Code AIOT : 0054402211

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement SARL AVIERDRE implanté Les Basses Provostières 44540 Vallons-de-l'Erdre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL AVIERDRE
- Les Basses Provostières 44540 Vallons-de-l'Erdre
- Code AIOT : 0054402211
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Élevage de volailles (poulets de chair) autorisé pour un effectif de 66490 emplacements

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Ammoniac élevage IED

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Intégrations paysagères	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Demande d'action corrective	4 mois
6	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	4 mois
7	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Demande d'action corrective	6 mois
10	Application des programmes d'action nitrate	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe 1 : I à VIII	Demande d'action corrective	1 mois
12	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42	Demande d'action corrective	4 mois
13	Emissions atmosphérique d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Conformité de l'installation au dossier	Lettre du 03/02/2014
3	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
4	Bâtiments et ouvrages de stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13
9	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27 et 37
11	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement présente plusieurs non conformités notamment concernant la prévention des accidents

Par ailleurs les bilans annuels ne sont pas réalisés (excrétions N et P et émissions d'ammoniac)

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité de l'installation au dossier**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 03/02/2014
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  Nature et Effectif
<b>Constats :</b>  3 poulaillers Baisse d'effectif par rapport à l'effectif autorisé. L'effectif maximum présent est de 45000 poulets de chair (15 animaux/m <sup>2</sup> )
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Intégrations paysagères**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Intégration paysagère et propreté des installations et de leurs abords.
<b>Constats :</b>  Bonne intégration paysagère. Toutefois, présence de nombreuses tôles au sol le long de l'un des poulaillers
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Procéder à l'élimination des tôles disposées au sol et les orienter vers une filière de traitement adaptée
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 3 : Sécurité Incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Propreté des locaux. Lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs.
<b>Constats :</b>  lutte contre les rongeurs réalisée par l'exploitant
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Bâtiments et ouvrages de stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dimensionnement, étanchéité et sécurité des bâtiments d'élevage et des ouvrages de stockage des effluents. Absence d'écoulement direct d'effluent dans le milieu naturel Stockage des aliments en dehors des bâtiments.
<b>Constats :</b>  les poulaillers sont sur litière accumulée avec stockage du fumier au champ
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lutte contre l'incendie : <ul style="list-style-type: none"><li>- Poteaux ou bouches d'incendie</li><li>- Réserve d'eau</li><li>- Extincteurs adaptés aux risques</li><li>- Contrôle des extincteurs</li><li>- Affichage des consignes</li><li>- Vannes de barrage</li><li>- Accès pour les véhicules du SDIS</li></ul>
<b>Constats :</b>  Présence d'extincteurs (dernière vérification le 14/12/2023)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositif de prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Registre des risques : Plan des zones à risques contrôle des installations électriques et techniques (justificatifs périodiques)
<b>Constats :</b>  Absence de registre des risques Absence de plan des zones à risques <b>Absence de contrôle des installations électriques de moins de 5 ans</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Mise en place d'un registre des risques Établir un plan des zones à risques Procéder au contrôle des installations électriques
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 7 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dispositif de rétention des produits dangereux pour l'environnement.

<b>Constats :</b>
Absence de dispositif de rétention sous certains stockages d'huile
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Mise en place de dispositifs de rétention sous les stockages d'huile
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>
Gestion de l'eau
<b>Constats :</b>
Absence de compteur d'eau sur le forage
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Installer un compteur d'eau sur le forage et procéder à des relevés mensuels de la consommation
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 9 : Plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27 et 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>
Plan d'épandage
<b>Constats :</b>
L'exploitation ne dispose pas de terres en propre : contrat avec l'EARL LA NOUE DE L'ERDRE. La mise à jour du plan d'épandage est prévue.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Adresser le plan d'épandage à la préfecture lorsque sa mise à jour sera réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Application des programmes d'action nitrate

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe 1 : I à VIII
--

<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Gestion des effluents et des épandages : période - stockage - plan de fumure et cahier d'enregistrement - couvertures végétales
<b>Constats :</b>  Les bordereaux de reprise des effluents n'ont pas été présentés à l'inspecteur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Adresser les bordereaux de reprise du fumier de la dernière campagne à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 11 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Gestion des déchets et des sous-produits animaux
<b>Constats :</b>  Pas de non conformité observée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Mise en œuvre des MTD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mise en œuvre des meilleurs techniques disponibles
<b>Constats :</b>  Une partie des pipettes d'abreuvement ne disposent pas de coupelles. Éclairage avec des ampoules à LED <b>Absence de BRS (Bilan réel Simplifié) annuel et de calcul des émissions polluantes (GEREP)</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Remplacement progressif des systèmes d'abreuvement défectueux Transmission à l'inspection du BRS et du calcul des émissions GEREP de l'année 2023
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois (BRS, GEREP)

**N° 13 : Emissions atmosphérique d'ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  Déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac
<b>Constats :</b>  <b>Absence de déclarations annuelles des émissions d'ammoniac</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Procéder à la déclaration GEREPA en 2025 (émissions de l'année 2024)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois